



Office fédéral de l'énergie
Section NE
3003 Berne

N/réf. : Direction

Sion, le 17 mars 2015

Prise de position Consultation Stratégie Réseaux Électriques

Madame, Monsieur,

B-Valgrid SA est consultée en tant que "distributeur". Notre société est propriétaire d'une partie des installations du réseau de distribution suprarégionale dans le Bas-Valais. Elle exploite un réseau électrique à haute tension (65 kV).

B-Valgrid soutient le projet du Conseil fédéral selon les réflexions suivantes :

1. Élaboration et adoption d'un scénario-cadre

Ce scénario permettra de valider les hypothèses et de les adapter à l'évolution des besoins. La périodicité est pertinente. L'inscription dans la loi de ce scénario-cadre est importante.

2. Plans pluriannuels

La LApEI exige déjà l'élaboration de plans pluriannuels pour les niveaux 1 et 3. L'intervention de l'ElCom dans la procédure garantira que l'investissement sera imputable sur le timbre. Par contre, le délai de neuf mois prévu pour soumettre le plan pluriannuel à l'Elcom nous paraît trop court. Un délai de 12 mois nous semble plus réaliste.

3. Lignes souterraines ou aériennes

L'enfouissement du réseau de distribution augmentera les coûts d'investissement. Une étude des variantes aériennes et câblées devra être faite pour chaque projet afin de déterminer le facteur de surcoût.

Nous soutenons le principe d'un enfouissement du réseau de distribution, ainsi que l'introduction d'un facteur de surcoût. Toutefois, des exceptions devront être admises dans les situations où la topographie particulière rend des études de câblage inutiles.

De manière générale, nous saluons la volonté de raccourcir les procédures. Toutefois, il est à craindre que l'intégration de nouveaux acteurs dans ces procédures contredise cet objectif.

Les autres remarques sont contenues dans le catalogue des questions qui vous est retourné en annexe.

La Direction de B-Valgrid SA se tient à votre disposition pour tout complément d'information.

En vous souhaitant une bonne réception de ce document ainsi que du catalogue de questions, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.



Paul Michellod

Président

B-Valgrid SA



Yves-André Bagnoud

Directeur

Annexe : ment.

Stratégie Réseaux électriques

Projet mis en consultation

Catalogue de questions

Organisation prenant position:

B-Valgrid SA
c/o FMV SA
Rue de la Dixence 9
1950 Sion

Sommaire

Scénario-cadre	2
Détermination des besoins.....	2
Intérêt national.....	5
Coordination territoriale	5
Autorisation des projets	6
Vérification de l'efficacité des coûts	8
Information du public.....	8
Géodonnées.....	8

Comment répondre au catalogue de questions:

- Cocher une seule réponse par question
- Faites un double clic sur la case voulue et cliquez ensuite sur «Case activée».

Scénario-cadre

1. Etes-vous d'accord que le scénario-cadre énergétique soit inscrit dans la loi en tant que paramètre contraignant pour la planification du réseau par les gestionnaires de réseau?

Art. 9a, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: ce scénario permettra de valider les hypothèses. La périodicité est pertinente.

2. Etes-vous d'accord qu'une périodicité fixe soit ancrée dans la loi pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques

3. Etes-vous d'accord avec une périodicité de 5 ans pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

Détermination des besoins

4. Etes-vous d'accord d'inscrire dans la loi le principe RORE (Réseau Optimisé avant Renforcement avant Extension) comme faisant partie des principes techniques pour la planification du réseau?

Art. 9d, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: **Attention, il faut avoir une vue à long terme.**

5. Etes-vous d'accord avec la définition du point d'injection pour les nouvelles installations de production?

Art. 9c LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

6. Etes-vous d'accord pour que les gestionnaires de réseau des niveaux de réseau 3 à 7 soient tenus d'associer de manière appropriée les cantons, les communes et les autres acteurs concernés dans le cadre de la détermination des besoins?

Art. 9e, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

7. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant la transmission à l'ECom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau?

Art. 9b, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

8. Si vous avez répondu oui à la question 7: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois concernant la transmission à l'ECom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?

Art. 9b, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarques: **Nous proposons un délai de 12 mois.**

9. Etes-vous d'accord pour que l'EICom examine à l'avenir les plans pluriannuels des gestionnaires de réseau et communique le résultat de son contrôle par écrit?

Remarque: conformément à l'art. 6, al. 1, let. a OApEI, les gestionnaires de réseau de distribution sont libérés de l'obligation d'établir des plans pluriannuels pour les réseaux dont la tension est égale à 36 kV (niveaux de réseau 5 et 7) et inférieure, de sorte que seuls les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution du niveau de réseau 3 sont tenus d'établir des plans pluriannuels.

Art. 22, al. 2^{bis}, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: la LApEI exige déjà l'élaboration de plans pluriannuels pour les niveaux 1 à 3. Le fait que l'EICom les examine fait intervenir un acteur supplémentaire dans la procédure. Par contre, cela garantira que l'investissement sera imputable sur le timbre. Le délai de neuf mois paraît court.

10. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'EICom (après leur transmission)?

Art. 22, al. 2^{bis}, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

11. Si vous avez répondu oui à la question 10: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'EICom après leur transmission? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?

Art. 22, al. 2^{bis}, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques :

Intérêt national

12. Estimez-vous pertinent que les installations du réseau de transport présentent, de par la loi, un intérêt national et que le Conseil fédéral puisse reconnaître que d'autres installations du réseau de distribution à haute tension (niveau de réseau 3) peuvent également être d'intérêt national?

Art. 15d, al. 2 et 3, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.3 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

Coordination territoriale

13. Etes-vous d'accord pour que les lignes du niveau de tension 1 doivent continuer de faire, en principe, l'objet d'une procédure de plan sectoriel à l'avenir?

Art. 15e LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.4 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

14. Estimez-vous nécessaire que la procédure de plan sectoriel en 2 étapes (1^{ère} étape: fixation d'une zone de planification, 2^e étape: fixation d'un corridor de planification et détermination de la technologie de transport à employer) qui était réglée jusqu'ici à l'échelon de l'ordonnance soit réglementée désormais dans la loi? (Jusqu'ici: art. 1a à 1d de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations électriques; RS 734.25; OPIE)

Art. 15e à 15j LIE

Rapport explicatif, 1.2.2.4 et 2.1

☐ Nécessaire ☐ Non nécessaire ☒ Aucun avis

Remarques:

Autorisation des projets

15. Estimez-vous pertinent que l'autorisation des lignes du réseau de transport relève de la responsabilité directe de l'OFEN?

Remarque: une adaptation de l'article correspondant (art. 16, al. 2, let. b LIE) n'est pas encore prévue dans le cadre de la Stratégie Réseaux électriques, de sorte que l'OFEN est compétent pour les lignes du réseau de transport (niveau de réseau 1) uniquement dans la mesure où l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI n'a pas pu traiter les oppositions ou résoudre les désaccords avec les autorités fédérales impliquées.

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

16. Estimez-vous nécessaire que des alignements puissent être fixés afin de réserver à long terme les terrains nécessaires à l'extension ou à la rénovation d'une ligne existante?

Art. 18b LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

17. Comment jugez-vous le fait que l'OFEN puisse confier la réalisation de procédures d'approbation des plans à des personnes extérieures à l'administration?

Art. 17a LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Pertinent ☒ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

18. A votre avis, est-il pertinent que sur demande du gestionnaire du réseau de transport, l'autorité chargée de l'approbation des plans puisse ordonner que des mesures soient réalisées aux niveaux du réseau inférieurs (comme regroupement, câblage)?

Art. 15b, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Pertinent ☒ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques: la coordination doit être assurée et la prise en charge des coûts par le gestionnaire du réseau de transport doit être garantie.

19. Pensez-vous qu'un facteur de surcoût (surcoûts liés à la réalisation de lignes souterraines au lieu de lignes aériennes) est une mesure appropriée et efficace pour développer et transformer les réseaux de distribution en temps utile (niveaux de réseau 3 à 7)?

Art. 15c LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques: L'enfouissement du réseau de distribution augmentera les coûts d'investissement. Par ailleurs une étude des variantes aériennes et câblées devra être faite pour chaque projet afin de déterminer le facteur de surcoût. Le modèle proposé permet aussi de clarifier et d'uniformiser le processus de décision entre une variante aérienne ou souterraine. En outre, des exceptions devront être admises dans les situations où la topographie particulière rend des études de câblage inutiles.

20. Etes-vous d'accord pour qu'une limite supérieure soit fixée dans la loi pour le facteur de surcoût et que la fixation du facteur de surcoût soit déléguée au Conseil fédéral en tenant compte de critères précis (degré de câblage, rémunération pour l'utilisation du réseau, évolution technologique, coûts d'enfouissement de la ligne)?

Art. 15c, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

21. Etes-vous d'accord avec la dérogation formulée à l'art. 15c, al. 3 et al. 4 LIE concernant la fixation du facteur de surcoût?

Art. 15c, al. 3 et al. 4, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

22. A votre avis, d'autres mesures permettant d'optimiser/d'accélérer la procédure d'autorisation devraient-elles être prises?

(Si vous répondez oui, faites svp des propositions concrètes)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Propositions concrètes / remarques:

Réduire le nombre d'Offices impliqués et si nécessaire des étapes de la procédure.

Vérification de l'efficacité des coûts

23. Etes-vous d'accord pour que les coûts des gestionnaires de réseau pour les mesures d'information soient imputables?

Art. 15, al. 2, let. d, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

24. A votre avis, dans quelle mesure est-il pertinent que les coûts de mesures novatrices pour des réseaux intelligents (p. ex. smart grids) soient imputables, au vu de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral?

Art. 15, al. 3, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ Pertinent ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

Information du public

25. Quel est votre avis concernant l'ancrage dans la loi de la compétence donnée au Conseil fédéral et aux cantons d'informer le public des aspects importants du développement du réseau et des possibilités de participation à la procédure?

Art. 9f LApEI

Rapport explicatif, 2.2 (développement du réseau et information du public)

☐ Pertinent ☐ Non pertinent ☒ Aucun avis

Remarques:

Géodonnées

26. Estimez-vous judicieux que l'OFEN établisse un aperçu global des installations électriques et le mette à la disposition du public?

Art. 26a LIE

Rapport explicatif, 2.1 et 5.5

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarques: **Un aperçu global des installations demanderait que chaque gestionnaire standardise les systèmes (IT) et entraînerait d'énormes dépenses. Cet aperçu ne contenant que les installations électriques serait de toute façon incomplet et inutile puisqu'il manquerait les informations liées aux autres fluides (gaz, télé-réseau, etc.)**